

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

6 février 2024

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à pérenniser les mécanismes
de soutien à la distribution
de la presse et à garantir
les conditions de travail
des livreurs de journaux**

(déposée par M. Jean-Marc Delizée)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

6 februari 2024

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het bestendigen
van de steunregelingen voor
de persdistributie en het waarborgen
van waardige arbeidsomstandigheden
voor de krantenbezorgers**

(ingediend door de heer Jean-Marc Delizée)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

À l'heure du retour en force des dictatures, de la montée des extrémismes et du regain de la désinformation, nous devons accorder une attention particulière à tout ce qui peut menacer la presse ou, au contraire, à tout ce qui confirme et conforte la presse dans son rôle de quatrième pouvoir.

La présente proposition de résolution s'inscrit dans ce contexte. Elle vise, tout d'abord, à pérenniser les mécanismes de soutien à la distribution de la presse papier, en particulier face à la pression du numérique, au-delà de 2026. Elle vise, d'autre part, à garantir des conditions de travail dignes pour tous les livreurs de journaux et de périodiques en Belgique.

En effet, en novembre 2023, des voix se sont élevées pour dénoncer les difficultés vécues à Bruxelles et Anvers, où la distribution de la presse quotidienne aux abonnés s'opère, au titre d'un accord conclu il y a une vingtaine d'années avec les éditeurs, par un distributeur privé sans subside.

Selon les éditeurs, trop de journaux n'arrivent pas à l'heure dans ces grandes villes et les lecteurs se désabonnent. Un éditeur a recensé plus de 30.000 plaintes en à peine douze mois¹. Le directeur d'un quotidien a recensé, à Bruxelles, trois fois plus de plaintes pour trois fois moins de volume en comparaison avec la Wallonie, où bpost opère².

Si l'on s'interroge sur les causes pouvant expliquer cette qualité de service, jugée trop faible, nous rencontrons le problème de la qualité de l'emploi. Toujours selon la presse, ce distributeur privé chargé de la distribution des journaux et magazines dans ces villes avait mis en place un *"business model low cost"*, en faisant appel à des travailleurs indépendants à temps partiel auxquels un faible salaire est offert. Le revenu mensuel proposé serait compris entre 500 et 1.000 euros pour un emploi à temps partiel. Ces travailleurs indépendants seraient souvent des retraités ou des jeunes qui veulent gagner un peu d'argent – les offres d'emploi précisant, par ailleurs, que les livreurs doivent disposer d'un véhicule et d'un téléphone portable personnels³.

¹ L'Écho, "Le candidat PPP fait peur aux éditeurs de presse francophone", 28/11/2023.

² Le Soir, "Pourquoi la concession de presse fait tant de vagues", 28/11/2023. La Meuse, "Presse. Les éditeurs redoutent le chaos dans la distribution de journaux", 27/11/2023.

³ L'Écho, "Le modèle de PPP? Des livreurs indépendants bon marché", 30/11/2023.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Nu dictaturen in opmars zijn, extremismen hoogtij vieren en desinformatie aan kracht wint, moeten we extra oplettend zijn voor alles wat de pers kan bedreigen en moeten we – omgekeerd – koesteren wat de pers in zijn rol als vierde macht bevestigt en sterkt.

Dit voorstel van resolutie past in die context. Het betreft allereerst de bestendiging van de steunregelingen voor de distributie van gedrukte pers tot na 2026, rekening houdend met in het bijzonder de concurrentie van de digitale media. Daarnaast heeft het betrekking op de waarborging van waardige arbeidsomstandigheden voor alle kranten- en tijdschriftenbezorgers in België.

In november 2023 weerklonk er immers kritiek op de problematische situatie in Brussel en Antwerpen, waar een niet-gesubsidieerde privédistributeur de abonnees hun dagelijkse krant bezorgt op grond van een overeenkomst met de uitgevers die dateert van ongeveer twintig jaar geleden.

Volgens de uitgevers valt hun krant in die steden te vaak te laat in de bus, waardoor lezers hun abonnement opzeggen. Eén uitgever ontving in amper twaalf maanden tijd meer dan 30.000 klachten.¹ De directeur van een dagblad telde in Brussel drie keer meer klachten voor een volume dat drie keer kleiner is dan in Wallonië, waar bpost de distributie behartigt.²

Als men op zoek gaat naar de oorzaken van de gebrekkig bevonden dienstverlening, dan blijkt dat de arbeidskwaliteit te wensen overlaat. Nog volgens de media hanteert de voormelde privédistributeur die de kranten en tijdschriften in de betrokken steden verdeelt, een op lage kosten gebaseerd bedrijfsmodel, waarbij hij een beroep doet op deeltijdse zelfstandigen die een karige vergoeding ontvangen. Hun deeltijds maandloon zou tussen 500 en 1.000 euro liggen. Het zou vaak gaan om gepensioneerden of jongeren die wat willen bijverdienen. In de werkaanbiedingen staat overigens dat de bezorgers over een eigen voertuig en gsm moeten beschikken.³

¹ L'Écho, *Le candidat PPP fait peur aux éditeurs de presse francophone*, 28 november 2023.

² Le Soir, *Pourquoi la concession de presse fait tant de vagues*, 28 november 2023. La Meuse, *Presse. Les éditeurs redoutent le chaos dans la distribution de journaux*, 27 november 2023.

³ L'Écho, *Le modèle de PPP? Des livreurs indépendants bon marché*, 30 november 2023.

Pour assurer l'exercice de la liberté de presse, il est capital de prévenir le moins disant généralisé, le dumping sur la qualité des services et la qualité de l'emploi dans le secteur de la distribution des journaux. Il faut donc non seulement garantir que tous les lecteurs, résidant aussi bien dans les villes que dans les communes rurales, puissent recevoir leur journal dans leur boîte aux lettres le matin, en temps et en heure. Mais il est aussi essentiel de garantir des conditions d'emploi et de rémunération dignes, pour tous les travailleurs du secteur de la distribution de journaux.

Le PS a toujours soutenu par le passé et continue aujourd'hui de soutenir l'existence de mécanismes de soutien structurels à la diffusion de la presse écrite. De tels mécanismes sont nécessaires:

1° Pour favoriser la diffusion d'une presse de qualité. À l'heure où l'on se plaint des intox et des fake news, à l'heure où les cinq plus grandes plateformes numériques (GAFAM) concurrencent la presse concernant l'accès à l'information, chacun peut constater la plus-value de la presse écrite, qui contient des informations vérifiées et assure la diffusion d'opinions pluralistes, contribuant à la qualité du débat démocratique.

2° Afin de lutter contre la fracture numérique. Celle-ci reste une réalité en Belgique. Or, un mécanisme de soutien à la presse écrite permet de garantir la diffusion de l'information aux personnes qui ne disposent pas d'Internet à leur domicile, en particulier aux personnes âgées.

3° Pour soutenir la vie associative. De nombreuses ASBL, associations culturelles et organisations non commerciales ont besoin d'un coup de pouce pour assurer la diffusion, auprès de leurs membres, de périodiques contribuant à la vitalité de la vie associative et au soutien du tissu local.

4° Afin de permettre un accès égal à l'information pour tous les citoyens. Depuis 2011, le marché postal est ouvert à la concurrence. Or, l'application des mécanismes de marché à la distribution de la presse écrite peut produire des effets non désirables, tels qu'une différence de prix potentiellement importante entre les zones rurales et les zones densément peuplées, ou encore l'existence de "zones blanches" où aucun opérateur économique ne trouve quelque avantage à proposer ses services. Il convient donc de prévoir des mécanismes correcteurs.

C'est donc à juste titre que notre pays prévoit, depuis 2013, des mécanismes de soutien à la diffusion de la presse écrite.

Om de persvrijheid te beschermen, moet absoluut worden voorkomen dat een veralgemeende voorkeur voor de goedkoopste aanbieder leidt tot een *race to the bottom* op het vlak van dienstverlening en arbeidskwaliteit binnen de krantendistributiesector. Er moet dus niet alleen worden bewerkstelligd dat alle lezers, zowel in de steden als in de landelijke gemeenten, hun krant op tijd in hun brievenbus vinden, maar het is ook zaak om waardige arbeids- en vergoedingsvoorwaarden te waarborgen voor iedereen die aan de slag is in de krantenbezorging.

De PS heeft in het verleden structurele steunregelingen voor de distributie van de gedrukte pers altijd gesteund, en ook nu is dat niet anders. Dergelijke regelingen zijn noodzakelijk:

1° om de verspreiding van kwaliteitspers te bevorderen. In tijden van klachten over desinformatie en *fake news*, op een moment waarop de vijf grootste digitale platformen (GAFAM) de concurrentie met de pers aangaan op het vlak van de toegang tot informatie, is de meerwaarde van de gedrukte pers onmiskenbaar. Die brengt immers informatie die is nagetrokken, en laat een pluralistisch aanbod van meningen aan bod komen, met het oog op een kwaliteitsvol democratisch debat;

2° om de digitale kloof te dichten. De digitale kloof blijft een realiteit in België. Dankzij een steunregeling voor de gedrukte pers krijgen zij die thuis geen internet hebben, in het bijzonder ouderen, alsnog de nodige informatie;

3° om het verenigingsleven te ondersteunen. Tal van vzw's, cultuurverenigingen en non-profitorganisaties kunnen hulp gebruiken om hun leden magazines te bezorgen en zo de vitaliteit van het verenigingsleven te onderhouden en het maatschappelijk weefsel te ondersteunen;

4° om alle burgers gelijke toegang tot informatie te geven. De postmarkt is sinds 2011 geliberaliseerd. Marktmechanismen loslaten op de distributie van de gedrukte pers kan evenwel ongewenste effecten sorteren, zoals een mogelijk aanzienlijk prijsverschil tussen landelijke en dichtbevolkte gebieden, of het ontstaan van niet-bediende zones, waar geen enkele marktspeler er heil in ziet zijn diensten aan te bieden. Het is dan ook raadzaam om corrigerende regelingen in te stellen.

Daarom voerde ons land in 2013 terecht een aantal maatregelen in om de distributie van de gedrukte pers te ondersteunen.

De 2013 à 2024, ce mécanisme a pris la forme d'une concession de service public pour la distribution de journaux et périodiques reconnus.

Concrètement, au terme d'une procédure d'appel d'offres, encadrée par les règles européennes relatives aux aides d'État pour les services d'intérêt économique général (SIEG), un ou plusieurs opérateurs est ou sont désigné(s) par l'État pour exercer une mission de service public, moyennant compensation.

La première concession presse a été attribuée à bpost dans le cadre du 5^e contrat de gestion, pour la période 2013-2015. La deuxième concession a également été attribuée à bpost en 2016 pour une période de cinq ans. Cette concession a ensuite été prolongée de deux ans pour la période 2021-2022 (par le gouvernement d'affaires courantes), puis d'un an en 2023 (circonstances exceptionnelles) et encore de six mois en 2024 (phasing out).

Le 12 décembre 2023, le gouvernement fédéral a cependant décidé de réorienter ces mesures de soutien.

À la suite de cette décision, la concession presse a pris fin le 31 décembre 2023. Toutefois, une période de transition de six mois est prévue, du 1^{er} janvier 2024 au 31 juin 2024, de manière à permettre la nécessaire réorganisation commerciale et opérationnelle du secteur de l'édition et de la distribution. Durant cette période de six mois, la concession existante est prolongée et l'ancien opérateur poursuit sa mission de service public.

À partir de 2024, des mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse papier seront instaurés, en lieu et place de la concession.

Concrètement, pour la période allant de 2024 à 2026, un crédit d'impôt sera accordé par le biais de l'impôt des sociétés, pour autant que les entreprises fournissent la preuve de frais supplémentaires liés à la distribution des publications papier. Cette mesure s'appliquera à la distribution de publications démontrant au moins douze éditions par an. Elle portera sur la distribution dans les zones blanches, c'est-à-dire dans les communes où la densité de population est inférieure ou égale à 225 habitants par kilomètre carré.

En ce qui concerne l'impôt des personnes morales et l'impôt des personnes physiques, cette mesure s'appliquera de façon illimitée, sur l'ensemble du territoire belge.

Zo werd tussen 2013 en 2024 gewerkt met een concessie van openbare dienst voor de bezorging van erkende kranten en tijdschriften.

Concreet komt het erop neer dat de Staat, na een aanbestedingsprocedure op basis van de Europese regels inzake staatssteun voor diensten van algemeen economisch belang (DAEB), een of meerdere operatoren aanstelt voor een opdracht van openbare dienst tegen vergoeding.

De eerste persconcessie, voor de periode 2013-2015, werd toegewezen aan bpost, in het kader van het vijfde beheerscontract. De tweede concessie ging in 2016 eveneens naar bpost, ditmaal voor een periode van vijf jaar. Die concessie werd vervolgens met twee jaar verlengd voor de periode 2021-2022 (door de regering in lopende zaken), daarna met nog eens een jaar tot 2023 (wegens uitzonderlijke omstandigheden) en dan nog een keer met zes maanden in 2024 (uitdovingsperiode).

Op 12 december 2023 heeft de federale regering evenwel beslist om de steunmaatregelen anders aan te pakken.

Als gevolg daarvan is op 31 december 2023 een einde gekomen aan de persconcessie. Er volgt weliswaar een overgangsperiode van zes maanden, van 1 januari 2024 tot 31 juni 2024, teneinde de uitgeverij- en distributiesector in staat te stellen zich commercieel en operationeel te reorganiseren. Tijdens die periode van zes maanden wordt de bestaande concessie verlengd en blijft de vorige verdeler zijn opdracht van openbare dienstverlening uitvoeren.

Vanaf 2024 wordt de concessie vervangen door een pakket fiscale steunmaatregelen voor de distributie van de gedrukte pers.

Concreet zal voor de periode van 2024 tot 2026 een belastingkrediet worden toegekend via de vennootschapsbelasting, op voorwaarde dat ondernemingen kunnen aantonen dat ze extra kosten hadden voor de bezorging van hun publicaties op papier. De maatregel geldt voor de verdeling van publicaties die minstens twaalf keer per jaar verschijnen. Hij heeft betrekking op de bezorging in de niet-gedekte zones, meer bepaald in de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van 225 of minder inwoners per vierkante kilometer.

Wat de rechtspersonenbelasting en de personenbelasting betreft, is de maatregel onbegrensd van toepassing in heel België.

Par ailleurs, toujours pour la période allant de 2024 à 2026, les marchands de journaux indépendants bénéficieront d'une déduction de frais à concurrence de 180 % des frais de livraison des publications papier.

Les auteurs de la présente proposition de résolution constatent que cette décision de réorienter les mesures de soutien à la presse écrite est de nature à apaiser les inquiétudes qui s'étaient manifestées, à la veille du 12 décembre 2023, tant au niveau politique qu'au niveau des éditeurs de presse ou des travailleurs du secteur postal, s'agissant du maintien de la qualité du service et du maintien de la qualité de l'emploi dans le secteur de la distribution de journaux.

La décision de réorienter les mesures de soutien à la presse laisse une opportunité à tous les opérateurs postaux d'obtenir ou de conserver le marché les liant aux éditeurs.

Il s'agit de maintenir un mécanisme de soutien à la diffusion de la presse écrite – ce qui est essentiel pour notre démocratie – et de soutien au secteur associatif – important pour la vie associative locale.

De plus, l'on met l'accent sur la ruralité et les libraires indépendants seront également mieux soutenus.

De ce point de vue, la décision du 12 décembre 2023 de réorienter les mesures de soutien à la presse écrite est plus positive que négative.

Nous estimons toutefois nécessaire d'attirer l'attention sur les points suivants.

Premièrement, il s'agira de mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse papier instaurés pour la période 2024-2026.

Or, la nécessité de soutenir structurellement la presse écrite ne va pas disparaître en 2026. Au contraire, dans deux ans, il sera toujours essentiel, comme aujourd'hui, de favoriser la diffusion d'une presse de qualité, de soutenir la vie associative et de lutter contre la fracture numérique, tout en veillant à l'égalité d'accès à l'information de tous les citoyens.

Nous estimons donc qu'il s'indique de rendre structurels les mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse papier mis en place à partir de 2024 et de les pérenniser au-delà de 2026.

Deuxièmement, nous ne voulons pas connaître demain, dans le secteur de la livraison de journaux, les mêmes

Voorts, en evenzeer voor de periode 2024-2026, zullen de onafhankelijke persverkopers hun leveringskosten voor gedrukte publicaties voor 180 % kunnen aftrekken.

De indieners van dit voorstel van resolutie stellen vast dat de voormelde beslissing tot omvorming van de steunmaatregelen voor de gedrukte pers de in de aanloop naar 12 december 2023 geuite ongerustheid bij politici, onder krantenuitgevers en bij het postpersoneel wellicht enigszins kan temperen. Het behoud van de dienstverlenings- en de werkgelegenheidskwaliteit in de krantendistributiesector stond bij die beslissing immers voorop.

De beslissing in kwestie biedt alle postoperatoren de kans om een contract met uitgevers binnen te halen of om reeds bestaande contracten te consolideren.

Daarmee blijft er een steunregeling ten bate van de distributie van de gedrukte pers en ten bate het middenveld bestaan, wat broodnodig is voor onze democratie en voor het lokale verenigingsleven.

De beslissing is ook positief omdat ze bijzondere aandacht heeft voor landelijke gebieden en in een betere ondersteuning van de onafhankelijke dagbladhandelaars voorziet.

Vanuit dat oogpunt is de beslissing van 12 december 2023 tot omvorming van de steun aan de gedrukte pers veeleer positief dan negatief.

Volgens ons is het echter nodig de aandacht te vestigen op een aantal aspecten.

Ten eerste gelden de fiscale steunmaatregelen voor de distributie van de gedrukte pers enkel voor de periode 2024-2026.

De behoefte aan structurele ondersteuning voor de gedrukte pers zal echter in 2026 niet verdwenen zijn. Integendeel, over twee jaar blijft het even cruciaal als vandaag om de verdeling van kwaliteitspers te bevorderen, het verenigingsleven te ondersteunen, de digitale kloof tegen te gaan en alle burgers gelijke toegang tot informatie te waarborgen.

Volgens ons is het dan ook raadzaam dat de vanaf 2024 geldende fiscale regelingen ter ondersteuning van de distributie van de gedrukte pers structureel worden en tot na 2026 worden bestendigd.

Ten tweede dient te worden voorkomen dat de sector van de krantenbezorging in de toekomst wordt

problèmes que ceux que l'on a connus hier dans le secteur des colis. Nous ne voulons pas connaître demain, sur l'ensemble du territoire belge, les mêmes problèmes que ceux qui ont été mis en évidence par les éditeurs dans les grandes villes comme Bruxelles ou Anvers.

Désormais, les éditeurs seront libres de choisir l'opérateur postal de leur choix. Or, sur le marché de la livraison de journaux, plusieurs acteurs s'affrontent en fonction de *"business model"* différents.

Certains offrent aux facteurs un emploi à temps plein et des conditions de travail de qualité. D'autres opérateurs privés, au contraire, travaillent comme cela a été rappelé, avec des sous-traitants indépendants, employés à temps partiel et, dans certains cas, percevant un revenu de moins de 1.000 euros par mois.

Nous estimons donc qu'il convient d'ajouter, au critère de la densité de population, un critère social relatif à une rémunération minimale et à la qualité d'emploi des livreurs de journaux et de périodiques, à titre de condition d'accès aux mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse.

Enfin, sous ce gouvernement, la loi du 17 décembre 2023 portant des dispositions diverses en vue d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis postaux, a permis une avancée significative pour améliorer les conditions de travail dans le secteur de la livraison des colis.

Afin de lutter contre diverses infractions (travail non déclaré, absence de contrat de travail, infractions aux règles sur la durée du travail, infractions aux règles sur la rémunération, faux statut, exploitation économique, travail illégal, ...), qui sont trop souvent légion dans le secteur des colis, le législateur a mis en place des mesures préventives (obligation de rapportage tous les six mois, désignation d'un coordinateur et plan de vigilance dans les entreprises concernées) et des mesures de responsabilisation (présomption de responsabilité, élargissement des possibilités de contrôle et des sanctions).

Finalement, la clef de voûte de loi du 17 décembre 2023 précitée est la garantie d'une compensation minimale pour le travailleur, avec mise en place d'un système efficace pour garantir son respect (enregistrement du temps de travail et obligation pour chaque donneur d'ordre et chaque sous-traitant d'enregistrer le temps de distribution journalier).

Le *"social level playing field"* visant le secteur des colis constitue un premier pas louable dans la bonne

geconfronteerd met dezelfde problemen waaronder de sector van de postpakketbezorging eerder te lijden had. De problemen waarmee uitgevers in grote steden als Brussel en Antwerpen te maken krijgen, mogen morgen niet over het hele grondgebied uitdeinen.

De uitgevers zullen voortaan kunnen werken met een postoperator naar keuze. Dat betekent dat verscheidene actoren met uiteenlopende businessmodellen op de krantenbezorgingsmarkt met elkaar in concurrentie treden.

Sommige actoren bieden hun postbodes een voltijdse baan en kwaliteitsvolle arbeidsvoorwaarden. Andere operatoren uit de privésector werken daarentegen, zoals aangehaald, met zelfstandige onderaannemers, die deeltijds worden ingeschakeld voor een vergoeding die soms minder dan 1.000 euro per maand bedraagt.

Volgens ons zou de toegang tot de fiscale regelingen ter ondersteuning van de persdistributie niet alleen mogen afhangen van de bevolkingsdichtheid, maar ook moeten worden verbonden met sociale voorwaarden, namelijk een minimumvergoeding en kwaliteitsvolle arbeid voor de kranten- en tijdschriftenbezorgers.

De onder de huidige regering aangenomen wet van 17 december 2023 houdende diverse bepalingen met het oog op het verbeteren van de werkomstandigheden van de postpakketbezorgers is een duidelijke stap voorwaarts naar betere arbeidsomstandigheden in de pakjessector.

In de postpakketbezorging worden immers diverse, vaak hardnekkige inbreuken vastgesteld, zoals niet-aangegeven arbeid, onbestaande arbeidsovereenkomsten, inbreuken op de regels inzake arbeidsduur en vergoeding, nepstatuten, economische uitbuiting, zwartwerk enzovoort. Om dergelijke inbreuken tegen te gaan, heeft de wetgever preventieve maatregelen genomen (verplichte semestriële rapportering, het aanstellen van een coördinator en het opstellen van een waakzaamheidsplan in de betrokken bedrijven), alsook de verantwoordelijkheidstoedeling verscherpt (vermoeden van aansprakelijkheid, uitbreiding van de toezichts- en sanctiemogelijkheden).

De gewaarborgde minimumvergoeding voor de werkende, op de toekenning waarvan via een efficiënt systeem wordt toegezien (namelijk via de registratie van de arbeidstijd en de voor elke opdrachtgever en onderaannemer verplichte registratie van de dagelijkse pakketdistributietijd), vormt de hoeksteen van de voormelde wet van 17 december 2023.

Het gelijk speelveld op sociaal vlak waarnaar in de pakjessector wordt gestreefd, is een eerste lovenswaardige

direction en vue de mettre fin aux abus dans le secteur postal. Cependant, le champ d'application de la loi du 17 décembre 2023 précitée est limité au secteur des colis, et non applicable au secteur de la livraison des journaux et des périodiques.

Nous estimons, par conséquent, qu'il convient d'examiner, en concertation avec les organisations syndicales, la possibilité d'élargir le champ d'application de la loi du 17 décembre 2023 précitée et de mettre en place un "*social level playing field*" s'appliquant au secteur des journaux, au même titre qu'il existe un "*social level playing field*" régissant le secteur des colis.

Jean-Marc Delizée (PS)
Chanelle Bonaventure (PS)
Laurence Zanchetta (PS)

stap in de richting van het uitbannen van misbruiken in de postsector. Het toepassingsgebied van de voormelde wet van 17 december 2023 is echter beperkt tot de sector van de postpakketbezorging en geldt niet voor de bezorging van kranten en tijdschriften.

Volgens ons zou dan ook samen met de vakbonden dienen te worden onderzocht of de toepassingsfeer van de voormelde wet van 17 december 2023 kan worden uitgebreid tot de sector van de krantendistributie en zou, zoals in de postpakketbezorgingssector, ook in die sector een *social level playing field* tot stand moeten worden gebracht.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant la loi du 17 décembre 2023 portant des dispositions diverses en vue d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis postaux, qui a permis une avancée significative pour améliorer les conditions de travail dans le secteur de la livraison des colis, mais qui n'est pas applicable au secteur des journaux et périodiques;

B. considérant la décision du gouvernement fédéral du 12 décembre 2023 de réorienter les mesures de soutien à la diffusion de la presse écrite vers un incitant fiscal pour la distribution de journaux et de périodiques dans les zones blanches pour la période allant de 2024-2026;

C. considérant qu'un mécanisme de soutien structurel à la diffusion de la presse écrite est essentiel pour favoriser la diffusion d'une presse de qualité, lutter contre la fracture numérique, soutenir le dynamisme de la vie associative et garantir un accès à l'information égal pour tous les citoyens et pour que cette nécessité de soutenir structurellement la presse écrite perdure au-delà de 2026;

D. considérant qu'il faut garantir des conditions de travail dignes pour tous les livreurs de journaux et de périodiques et éviter le dumping social et le recours aux faux indépendants dans le secteur des journaux;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de rendre structurels les mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse papier mis en place à partir de 2024 et de les pérenniser au-delà de 2026;

2. d'ajouter, au critère de la densité de population, un critère social relatif à une rémunération minimale et à la qualité d'emploi des livreurs de journaux et de périodiques, à titre de condition d'accès aux mécanismes fiscaux de soutien à la distribution de la presse;

3. d'étendre le "*social level playing field*" régissant le secteur des colis à la distribution de la presse papier et d'examiner, en concertation avec les organisations syndicales, la possibilité d'élargir le champ d'application de

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de wet van 17 december 2023 houdende diverse bepalingen met het oog op het verbeteren van de werkomstandigheden van de postpakketbezorgers, waarmee duidelijke stappen zijn gezet ter verbetering van de arbeidsomstandigheden in de sector van de postpakketbezorging, maar die niet op de sector van de kranten- en tijdschriftenbezorging van toepassing is;

B. gelet op de beslissing van de federale regering van 12 december 2023, waarmee de maatregelen ter ondersteuning van de gedrukte pers worden omgevormd tot een voor de periode 2024-2026 geldende fiscale aanmoedigingsmaatregel ter bevordering van de kranten- en tijdschriftendistributie in niet-bediende zones;

C. overwegende dat een structurele regeling ter ondersteuning van de distributie van de gedrukte pers cruciaal is om de verspreiding van een kwaliteitsvolle pers te bevorderen, de digitale kloof te bestrijden, de dynamiek van het verenigingsleven te ondersteunen, alle burgers gelijke toegang tot informatie te waarborgen en de gedrukte pers ook na 2026 de noodzakelijke structurele ondersteuning te bieden;

D. overwegende dat aan alle kranten- en tijdschriftenbezorgers waardige arbeidsomstandigheden dienen te worden gewaarborgd en dat sociale dumping en de inzet van schijnzelfstandigen in de sector van de krantendistributie moeten worden voorkomen;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de vanaf 2024 toegepaste fiscale regelingen ter ondersteuning van de distributie van de gedrukte pers structureel te maken en ze te bestendigen tot na 2026;

2. de toegang tot de fiscale regelingen ter ondersteuning van de persdistributie niet alleen te doen afhangen van de bevolkingsdichtheid, maar tevens te verbinden met sociale voorwaarden, namelijk een minimumvergoeding en kwaliteitsvolle arbeid voor de kranten- en tijdschriftenbezorgers;

3. het gelijk speelveld op sociaal vlak dat op de postpakketbezorging van toepassing is, uit te breiden tot de bezorging van de gedrukte pers en samen met de vakbonden te onderzoeken of de toepassingsfeer van

la loi du 17 décembre 2023 précitée au secteur de la distribution de la presse papier.

25 janvier 2024

Jean-Marc Delizée (PS)
Chanelle Bonaventure (PS)
Laurence Zanchetta (PS)

de voormelde wet van 17 december 2023 kan worden uitgebreid tot de sector van de distributie van de gedrukte pers.

25 januari 2024